

Au-dessous du volcan

Notes sur la crise capitaliste et la Dette

G. Lefranc - gastonlefranc@yahoo.fr

P. Morsu - pmorsu@gmail.com

Les débats relatifs à la crise de la Dette ont montré la nécessité de fournir aux camarades une information ramassée et synthétique. D'où cette note, volontairement simple, qui vise à fournir des arguments pour la bataille politique qui s'engage.

Aux origines du tournant « néo-libéral »

On sait que les États bourgeois prirent une place centrale dans la reconstruction capitaliste entamée en 1945. En ce qui concerne la France, notamment, on rappellera que l'État avait pris en main l'essentiel du crédit : les banques de dépôts (nationalisées) collectaient l'épargne et finançaient le capital industriel (aux ¾ en 1978), à des taux d'intérêt modérés.

En clair, grâce à l'État, le capital financier était gardé sous contrôle, en fait subordonné aux besoins du capital industriel, dont la rentabilité était très élevée au sortir de la seconde guerre mondiale (« grâce » aux destructions de capital engendrées par la guerre).

Mais les années 70 furent celle où ce mode de fonctionnement commença à se dérégler.

- D'une part, à l'échelle mondiale, les taux de profit étaient en baisse (de 30 à 40% dans les pays impérialistes).
- D'autre part, l'inflation avait comme résultat d'entamer les revenus du capital financier – selon les pays et les années, la hausse des prix était alors de l'ordre de 10%, et les taux d'intérêt réels souvent négatifs.

En fait, on commençait à assister au déclin relatif des USA, comme le montra la suppression de la libre convertibilité du \$ en or (Nixon, août 1971), suivi du flottement des monnaies (1973).

Dans ce contexte, à partir de 1976, l'impérialisme US fut confronté à une chute rapide de la valeur du billet vert, mettant à terme en cause son statut de monnaie de réserve : début 1976, un dollar égalait 2,75 Deutsche Mark, on en était à 1,78 DM fin 1978.

Un tournant s'imposait donc à l'échelle mondiale, sous peine d'aller droit à l'effondrement général du système.

« Monétarisme »

En novembre 1978, ce fut le plan Carter : restrictions budgétaires, coupures dans les dépenses sociales, licenciements dans les services publics, hausse des taux d'intérêt, etc. En clair, l'impérialisme US engageait la guerre sociale contre les travailleurs américains d'une part, les peuples dominés de l'autre.

On assista alors à une remontée en flèche des taux d'intérêts, qui permirent de mettre un terme à la chute du dollar (2,6 DM en juillet 1983).

Le virage fut généralisé à partir du sommet des puissances impérialistes du G5 (1979). Partout, le « monétarisme » devient la doctrine officielle : la stabilité monétaire devient l'objectif prioritaire dont est censé découler le reste ; le taux d'exploitation remonte en flèche, ce qui permet de rétablir (partiellement et pour un temps) le taux de profit.

Un tel changement visait à satisfaire les



revendications du Capital financier – l'inflation qui existait dans les années 70 aboutissait à rogner les avoirs des banquiers. Il impliquait une remise en cause profonde des acquis ouvriers arrachés auparavant et ne peut donc être compris que si on le relie au ralentissement de la lutte de classes constaté à partir de la fin de la décennie 70.

En France, le tournant ne fut engagé par le gouvernement Fabius qu'en 1983, avec la fameuse « parenthèse de la rigueur » qui ne s'est jamais refermée depuis.

Un capitalisme dominé par la finance

En fait, au tournant des années 80, une nouvelle phase de l'époque impérialiste s'ouvre, caractérisée avant tout par la domination du capital financier et un décloisonnement profond des économies nationales.

Sans revenir sur tous les aspects du tournant, il faut rappeler un aspect décisif de ce tournant. Partout, le crédit bancaire fut rationné et les emprunteurs potentiels (États, entreprises, etc.) furent encouragés à se tourner vers le marché des capitaux pour se financer, en remplacement des banques. En 1986, 54% de l'investissement des entreprises françaises était financé par les marchés financiers, contre 8% en 1970...

Les capitalistes avaient cessé dans une large mesure de passer par les banques pour se financer, et passaient désormais par « les marchés », donc les *hedge funds* et autres fonds de pension. En clair, les États bourgeois avaient ainsi transmis l'essentiel de leur pouvoir de contrôle de l'activité économique au capital financier.

	1980	1990	2000
Endettement bancaire	63%	55%	28%
Actions	2,8%	31%	52,5%

Table 1: Source de financement des entreprises françaises

Pour aboutir à ce résultat, chaque État procéda au démantèlement des diverses réglementations mettant le capital financier sous contrôle : accès aux marchés, mouvements des capitaux, etc. En France, le mouvement de déréglementation commence dès 1984 (1986 : abolition de l'encadrement du crédit) et accompagne la vague de privatisations décidées dès 1986. En 1993, c'est la mise en place du « marché européen des capitaux », donc la mise en concurrence des diverses places boursières concernées.

Les banques elle-mêmes ne pouvaient durablement ignorer ce mouvement. Largement privatisées durant les années 80, elles vont bénéficier d'un relâchement quasi-total des législations qui bridaient jusque-là leur activité. Tout ceci aboutit à une transformation en profondeur comme le montre le tableau ci-dessous :

Actif			Passif		
	2002	1980		2002	1980
Crédits	84	38	Dépôts	27	73
Titres	5	47	Titres	52	6
Valeurs	9	7	Opérations interbancaires	5	13
Divers	2	8	Divers	7	0
			Fonds propres	9	8

Table 2: Structure de bilan des banques françaises (%)

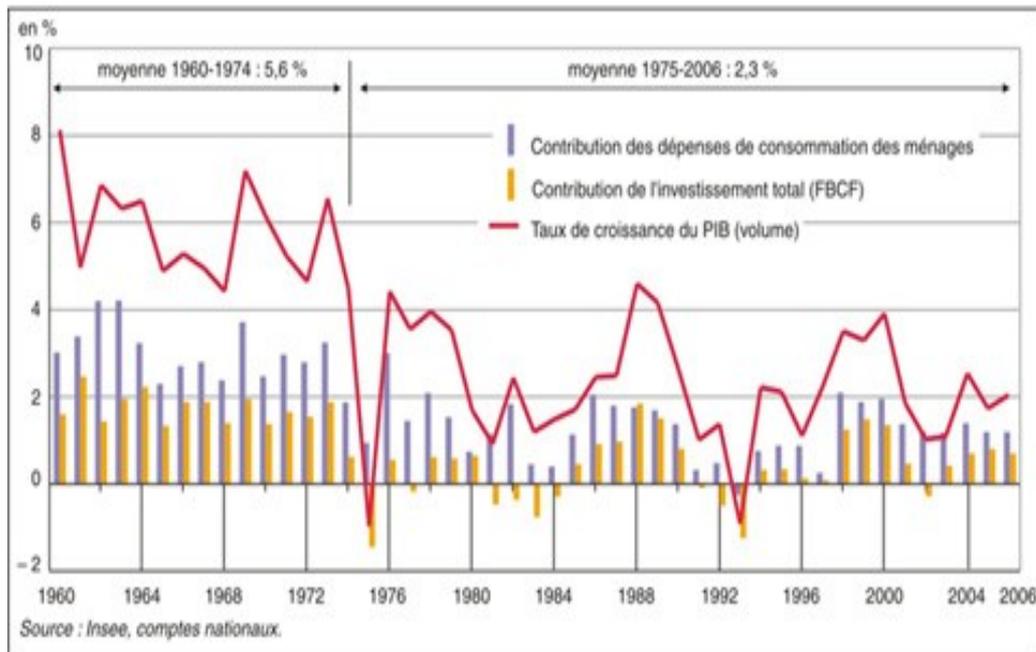
Ces chiffres montrent en fait que les banques françaises ont abandonné depuis longtemps leur rôle traditionnel de collecteur de l'épargne disponible pour financer l'activité industrielle. Leur cœur de métier, c'est la spéculation (ce que les banquiers appellent l'*asset management* et Lénine la « tonte des

coupons »).

Aux origines de la Dette

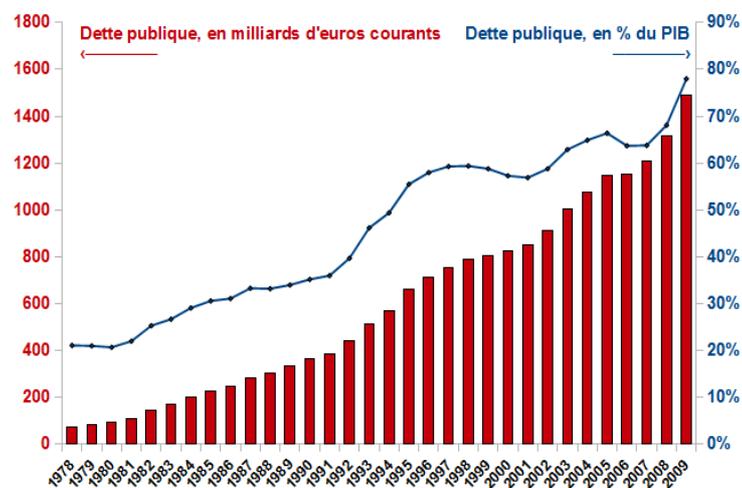
Au final, le tournant des années 80 permet de restaurer partiellement le taux de profit, mais pas de relancer véritablement l'accumulation du capital. Pour cela, il aurait fallu une destruction massive de capital, une « purge » que seule une guerre ou une vague importante de faillites peuvent réaliser. Dans ces conditions, la croissance économique demeura faible. Le tournant ne permit qu'une reprise limitée de l'investissement, donc de l'activité économique.

Taux de croissance du PIB en volume



Évidemment, une croissance aussi faible nourrit les déficits publics qui commencèrent alors leur inexorable croissance, alimentée par la baisse de l'imposition des profits et du revenu des privilégiés en tous genre. Aux USA notamment, la flambée des dépenses publiques d'armement a également contribué à la montée des déficits publics.

A ceci s'ajoute le fait que la montée des taux d'intérêts faisait des bons du Trésor des placements appréciés des « marchés ». En clair, le tournant « monétariste » aboutissait à remplir les poches du capital financier au détriment de la masse de la population....



Dette Publique - le cas français

Les besoins devinrent rapidement tels que le recours aux capitalistes financiers nationaux s'avéra insuffisant pour financer les déficits. Il fallut donc recourir « aux marchés » à l'échelle internationale.

Les États capitalistes procédèrent donc au démantèlement de tout ce qui entravait la mobilité du capital – par exemple le contrôle des changes – dans le but « d'aspirer » les capitaux disponibles, étant entendu que l'opération n'était envisageable qu'en leur servant de juteux taux d'intérêt, en tout cas supérieurs à la croissance du PIB.

Or des taux d'intérêt réels supérieurs à la croissance tendent mécaniquement à l'augmentation de la Dette (c'est le fameux effet « boule de neige »). La Dette publique des principaux pays industrialisés bondit donc : de 20,5% du PIB en 1980 à 31,7% en 1990, et 44,6% en 1995.

Contre-révolution fiscale

Au-delà, de la dynamique propre de la Dette, la situation a été aggravée par une politique cynique de réduction des diverses charges qui pèsent sur le capital et ses possesseurs.

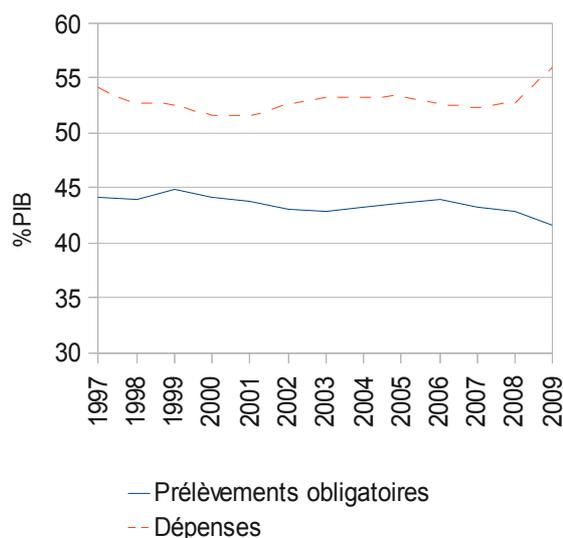
En 2006, déjà, M. Husson indiquait les éléments suivants :

« La part des dépenses de l'État dans le PIB est en effet restée à peu près fixe : 22,8 % du PIB en 2003, contre 23 % en 1980. En revanche, celle des recettes a baissé de 22,3 % du PIB en 1980 à 18,8 % en 2003. Les gouvernements successifs ont donc fabriqué du déficit en baissant systématiquement les recettes »¹.

Le rapport gouvernemental Champsaur-Cotis sur les finances publiques (2010) va dans le même sens :

« Depuis 1999, l'ensemble des mesures nouvelles prises en matière de prélèvements obligatoires ont ainsi réduit les recettes publiques de près de 3 points de PIB : une première fois entre 1999 et 2002 ; une deuxième fois entre 2006 et 2008. Si la législation était restée celle de 1999, le taux de prélèvements obligatoires serait passé de 44,3 % en 1999 à 45,3 % en 2008. En pratique, après réduction des prélèvements, ce taux a été ramené à 42,5 %. A titre d'illustration, en l'absence de baisses de prélèvements, la dette publique serait environ 20 points de PIB plus faible aujourd'hui qu'elle ne l'est en réalité générant ainsi une économie annuelle de charges d'intérêt de 0,5 point de PIB. »

Dépenses - Recettes de l'État



On retrouve tout ceci dans les courbes ci-contre², qui montrent notamment l'impact de la politique de baisses d'impôts suivie sous les présidences Chirac et Sarkozy.

La notion de « prélèvement obligatoires » étant un agrégat très vague, précisons que dans la même période, l'impôt sur les sociétés est passé de 2,3 à 1,1% du PIB. Quant à l'impôt sur le revenu, le seul à peser de façon variable selon le revenu, il est passé de 3,2 à 2,4 % durant la même période. Ce n'est donc pas sans raison que des économistes pointent la menace du démantèlement de cet impôt dont le coût pèse d'abord sur les riches....

« La crise la plus grave depuis 1929 »

En dernière analyse, les mécanismes décrits ci-dessus reviennent à décrire comment le capital financier a pris un contrôle décisif sur les sociétés des pays impérialistes avancés.

Tout ceci ne redonne évidemment pas au capitalisme de seconde jeunesse, bien au contraire. On sait en particulier que la financiarisation à outrance aboutit au développement de « bulles » qui ne sont en

fait que la conséquence de la tentation permanente du capital de dépasser ses propres contradictions, la tendance récurrente à la baisse du taux de profit.

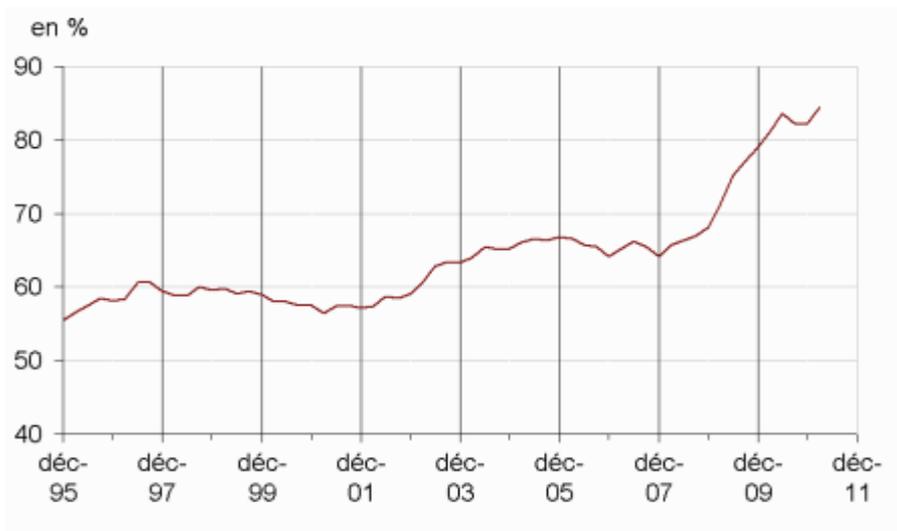
Mais l'écart entre la masse de capital fictif et la valeur qui est créée dans l'économie réelle ne peut que déboucher sur des crises d'autant plus graves que la fuite en avant a été importante. Les titres financiers, qui représentent un pouvoir d'achat potentiel, ne peuvent que s'effondrer quand les capitalistes cherchent à les convertir en monnaie pour acheter des marchandises. C'est ce qui s'est passé en 2007-2008, et ce sont tous les discours autour du nouveau souffle du capitalisme qui se sont effondrés avec le dégonflement du capital fictif.

Nous sommes donc désormais dans une situation de crise généralisée, et une fois de plus, le capital financier tient l'ensemble de la société en otage.

Dans ce contexte, rappelons simplement, par exemple, que le *Fonds européen de stabilité financière* récemment annoncé a notamment pour mission de permettre le renflouement des banques en difficulté. En particulier, son programme de rachat de titres ne revient qu'à convertir de la Dette privée en Dette publique - aux contribuables de payer pour les banquiers ! C'est d'ailleurs ce que revendique explicitement l'Union Européenne : une étude récente d'EcoFin

« se montre par ailleurs très critique envers certains pays comme l'Espagne, accusée de ne pas agir assez énergiquement pour le renforcement de ses banques après les mauvais résultats obtenus aux tests de résistance. »³

On ne sera donc pas étonné qu'à partir de 2007, la Dette publique des principaux pays impérialistes aie littéralement explosé.



France - Dette publique en % du PIB (source INSEE)

Moins que jamais, on ne saurait donc accorder une quelconque légitimité à une Dette dont la croissance a été nourrie par la nécessité de recapitaliser les banques.

Droit dans le mur

Le pire est sans doute à venir. L'ensemble des « instruments » classiques (politiques de « relance ») ont été utilisés sans permettre de relancer la machine. Désormais, le « pessimisme » prévaut parmi les économistes bourgeois et la stagnation (au mieux) qui s'annonce promet d'être durable...

Il faut d'ailleurs insister sur le fait qu'on est peut être en train d'atteindre les limites de l'endettement public possible. Toute l'architecture du système financier capitaliste repose sur l'impossibilité pour un État de faire défaut. C'est ce qui justifie le statut de valeur refuge des bons du Trésor, et les taux inférieurs consentis aux États comparativement à ceux servis aux capitalistes.

Or justement, la Grèce menace de faire défaut sur une partie importante de sa dette : le gouvernement ne parvient pas à respecter sa feuille de route car la population a le toupet de résister à la destruction de ses conditions de vie. Un défaut de la Grèce entraînerait des pertes sèches pour les banques, mais cela pourrait surtout être le détonateur d'une vague de défauts de paiements qui menaceraient la survie du système bancaire. D'ors et déjà, des experts de la bourgeoisie commencent à évoquer le spectre de la nationalisation : l'État devrait alors ponctionner les travailleurs pour recapitaliser les banques et éviter leur effondrement.

Tout ceci est d'autant plus critique que l'endettement américain atteint désormais des sommets.

Un choix politique ?

Nombre d'antilibéraux dénoncent, à la suite de D. Plihon (ATTAC), le tournant des années 80 comme un « *choix politique* », sous-entendant ainsi qu'une autre politique serait possible⁴. J. Généreux (« l'économiste » du PG) parle ainsi de

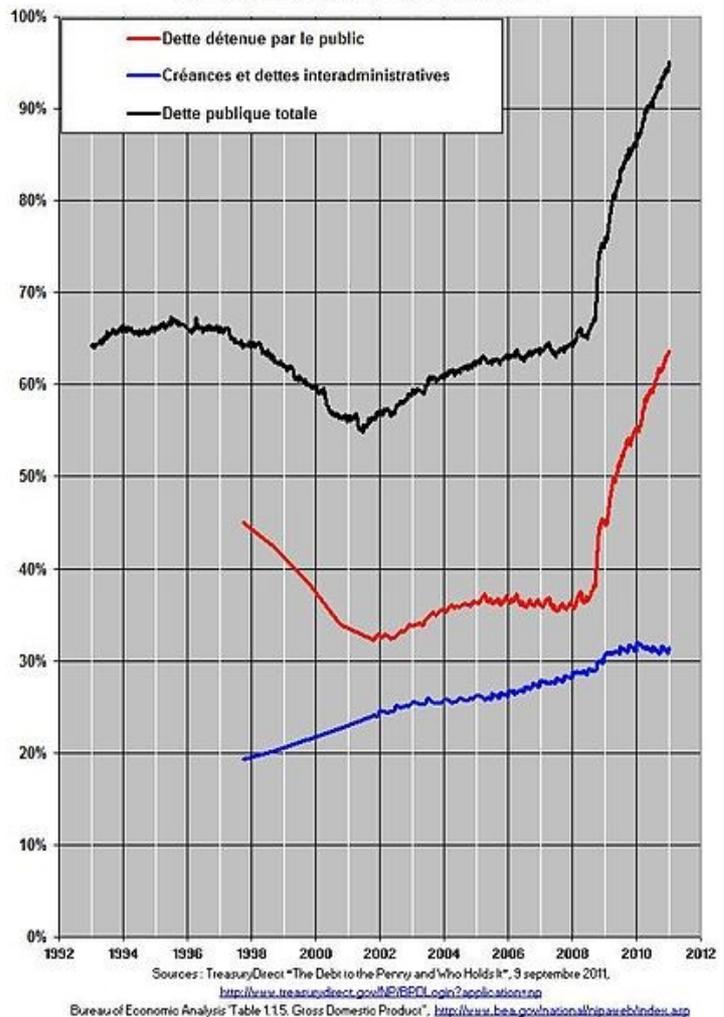
« *la victoire d'une folie politique contre l'efficacité et le progrès économique.* »⁵

La réalité est évidemment différente : *il n'y avait pas d'alternative dans un cadre capitaliste*, contrairement à ce qu'ils nous chantent. Cette politique a permis de restaurer partiellement le taux de profit, mais elle n'a pas permis de relancer véritablement l'accumulation du capital.

Faire référence à un « choix politique » permet de faire croire qu'une bonne politique (capitaliste) était possible, d'éviter de mettre le système comme tel en accusation. Il s'agit de démontrer l'in vraisemblable, qu'une politique alternative est envisageable *dans le cadre de l'économie de profit*. Autrement dit que la rupture avec le capitalisme peut être évitée, ce qui ne résiste pas à l'examen.

De même, on ne saurait suivre ceux qui se situent sur le terrain de la « sortie de l'euro » dans le cadre du capitalisme, laissant ainsi entendre qu'une solution serait envisageable sans procéder à l'expropriation du capital.

Dettes publiques totales des États-Unis en pourcentage du PIB, 1993-2011



L'anticapitalisme n'est pas une option, mais une nécessité pour sortir de la crise par le haut.

La réponse socialiste

Comme on le voit, le capitalisme en crise ne peut que mener toute la société au désastre. Sur fond de délitement progressif des grandes puissances impérialistes d'Europe, des Etats-Unis, c'est un désastre social qui pourrait bien avoir lieu. D'ores et déjà, les derniers indices publiés sont annonciateurs d'une nouvelle récession.

L'exemple de la Lettonie (après celui des pays du Sud) permet de prendre la mesure de ce qui est à l'ordre du jour. Ce pays a pu sortir de la récession dans laquelle il était entré en 2008 (pour combien de temps?). La recette ?

« un tiers d'impôts en plus, deux tiers de dépenses en moins »

Et *Le Monde* de préciser :

« La TVA ? Portée de 18 % à 22 %, de 5 % à 12 % dans les secteurs avec un taux réduit. Les cotisations sociales ont augmenté. Mais les mesures les plus spectaculaires concernent les services publics. "Le secteur public a été rendu plus efficace, explique Peteris Strautins, analyste à la banque BNB Nord. Les mesures longtemps reportées pendant les années grasses ont enfin été prises, comme dans le secteur de la santé." Le nombre de fonctionnaires est passé de 78 000 à 62 000, soit 20 % de baisse. En moyenne, les salaires des rescapés ont chuté de 25 %. Le nombre d'agences gouvernementales a été divisé par deux, la taille des ministères réduite. Les retraites ont fondu de 10 %. »⁶

Résultat : plus de 100 000 jeunes ont quitté le pays...

Plus que jamais, on est effectivement face à une « *catastrophe imminente* » qu'il s'agit de « *conjurer* », ce qui n'est envisageable que par une politique consciente de rupture avec le capitalisme – notamment par l'expropriation des banques et autres organismes voués à la spéculation.

Il est donc décisif que le NPA poursuive et amplifie son agitation pour le non-paiement de la Dette. On a vu plus haut combien elle est illégitime. Dans ce contexte et sur une telle orientation, évidemment, toutes les initiatives sont envisageables – par exemple un tribunal de la Dette, mis en place par les travailleurs eux-mêmes, à commencer par ceux de Bercy, de l'INSEE et des banques.

Cette campagne s'articule nécessairement avec une propagande relative à la nécessité d'un gouvernement des travailleurs, en rupture avec les institutions de la bourgeoisie, qui répudierait la dette, exproprierait les groupes du CAC 40 (sans indemnité ni rachat et sous contrôle des travailleurs), et qui réorganiserait l'activité économique en fonction des besoins sociaux et non de la rapacité du Capital financier.

Le 18.9.2011

G. Lefranc (Membre du Groupe de Travail Économique du NPA, P4/Tendance Claire)

P. Morsu (Membre du CPN du NPA, P2)

- 1 M. Husson : *Dette publique, rente privée* (Avril 2006).
- 2 Source : annexe statistique du Projet de Loi de Finances 2011.
- 3 *Le Monde*, 14.9.2011.
- 4 D. Plihon : *le nouveau capitalisme* (La Découverte, 2004).
- 5 J. Généreux : *la grande régression* (Seuil, 2010).
- 6 *Le Monde*, 16.9.2011.